

CINQ QUESTIONS AU

Pr Xavier Troussard

Hématologue au CHU de Caen, président du comité FHF Cancer

La FHF Cancer est le comité de représentation de la cancérologie publique, depuis 2012. Il regroupe les 335 établissements publics de santé pratiquant une activité de cancérologie répartie sur tout le territoire. Impliqué dans de nombreuses actions, législatives¹, de recherche² ou stratégiques³, en tant qu'interlocuteur et relais d'expertise pour ses partenaires, il a pour mission de valoriser et promouvoir la cancérologie publique, ainsi que les actions entreprises par les établissements publics de santé dans la lutte contre tous les cancers.

Que représente la cancérologie publique aujourd'hui dans le panorama de la lutte contre le cancer en France ?

Les établissements publics de santé exercent une activité de cancérologie très large, avec une approche holistique, globale et inclusive. Ils sont en première ligne dans la lutte contre le cancer en France, en prenant en charge, notamment, plus de la moitié des séances et près des deux tiers des hospitalisations complètes liées au cancer en France. La cancérologie est par ailleurs une part importante de l'activité des hôpitaux publics (25 % de leur activité totale).

Les patients accueillis présentent des spécificités très marquées. Ainsi, l'hôpital public prend en charge des personnes atteintes de maladie complexes, souvent avec des comorbidités, et plus de 80 % des cancers de l'enfant. Les établissements publics autorisés à la cancérologie ont accès à des plateaux techniques de très haut niveau et très complets, notamment de biologie, avec accès aux techniques moléculaires les plus récentes, à de la radiologie interventionnelle, et des services de réanimation adultes et enfants. La présence d'oncologues de spécialité répartis sur l'ensemble du territoire permet une prise en charge complète de toutes et tous.

Nos hôpitaux publics sont les seuls, dans le panorama de la cancérologie en France, à pouvoir répondre à toutes les demandes de soins, pour toutes et tous, et à tout moment. Mais nous savons aussi que nous pouvons encore faire mieux,

notamment en renforçant nos relations avec la médecine de ville en matière d'adressage ou dans la mise en place de soins de suite spécifiques à la cancérologie. Nous y travaillons.

Quel est le rôle des hôpitaux publics pour atteindre l'objectif de réduire de 60 000 par an le nombre de cancers évitables à horizon 2040⁴ ?

Il y a plus de 400 000 nouveaux cancers chaque année. Il a été estimé que 40 % d'entre eux pourraient être évités par un changement des comportements et des habitudes de chacun et via des actions de prévention renforcées. Ce point fait partie des quatre axes de la stratégie décennale de l'INCA dans lesquels nous nous engageons, au même titre que de limiter les séquelles et améliorer la qualité de vie, lutter contre les cancers de mauvais pronostics et s'assurer que les progrès bénéficient à tous.

Nos hôpitaux publics sont particulièrement bien placés pour agir. Ils voient chaque année un nombre élevé de patients, dont beaucoup sont fragiles ou précaires et pour lesquels nous sommes un des seuls contacts avec le système de santé. De nombreuses initiatives voient le jour pour informer et mieux prévenir, avec la présence de services spécialisés dans l'addiction, d'éducation thérapeutique et le développement de centres de dépistage ou encore de programmes d'activité physique adaptée. Mais un changement culturel reste nécessaire pour intégrer encore plus la prévention dans un système de santé encore majoritairement axé sur les soins. Je voudrais insister ici sur un sujet majeur : nous avons plus que jamais besoin d'un modèle de financement de la prévention en France, y compris pour les actions menées dans les hôpitaux publics. À mon sens, il faudrait des financements adaptés et pérennes pour ces activités.

Quelles sont les actions mises en place au niveau européen ?

L'Europe représente moins de 10 % de la population mondiale, mais 25 % des cancers. C'est donc un sujet majeur dont il faut se saisir. À ce titre, la Commission européenne est très impliquée et a lancé le 3 février 2021 un plan européen de

lutte contre le cancer (2021-2027), dont s'inspire la stratégie décennale contre le cancer portée par l'INCA.

De nombreux projets voient le jour afin de bâtir une politique européenne du cancer et favoriser les partages de connaissances et d'initiatives entre les pays de l'UE. Nous contribuons notamment en ce moment à la finalisation d'un référentiel de labellisation européenne des établissements de santé ayant une autorisation en oncologie. Il s'agit du projet EUnetCCC⁵. Plusieurs sites pilotes dont quatre établissements publics, ont été validés par l'INCA afin de tester et d'adapter ce référentiel à partir du 1^{er} octobre 2024. Les établissements publics de santé auront toute leur part à jouer dans la définition de cette politique européenne de lutte contre le cancer, et FHF Cancer se fixe pour mission d'accompagner cette dynamique au niveau français.

Les hôpitaux publics concentrent plus de 50 % de la recherche clinique contre le cancer.

Quelle est la place de la France dans ce domaine ?

Selon le rapport CNCR/FHF Cancer⁶ en 2021, la France est au 7^e rang mondial sur l'indicateur des publications scientifiques en oncologie, sur la période 2010-2019. En ce qui concerne les études interventionnelles, la France est numéro 3 mondial et numéro 1 européen sur la période 2010-2014, puis numéro 4 mondial et numéro 2 européen sur la période 2014-2019, après l'Espagne, ce qui doit constituer un point de vigilance. Ces chiffres illustrent notre excellence, même si nous devons veiller à garder ce positionnement via un soutien réaffirmé des pouvoirs publics pour la recherche clinique, notamment publique.

Quelles sont les actions prévues par FHF Cancer dans les prochains mois ?

Tout d'abord, FHF Cancer est le comité représentatif de toute la cancérologie publique, que j'ai l'honneur de présider avec l'appui d'un bureau composé de représentants des Conférences des présidents de commissions médicales d'établissement (PCME) et des directeurs de CHU et de CH, et d'experts-spécialistes dans leur domaine.

Quatre perspectives majeures sont envisagées dans les prochains mois. En premier lieu, une actualisation du rapport co-publié avec le CNCR devrait voir le jour fin 2024. Ensuite, nous poursuivons le chantier de labellisation européenne des CCC. Nous allons en parallèle relancer nos réunions de formations en plénière, temps d'échange et de rencontre de

1. Décrets relatifs à la réforme des autorisations en cancérologie, n°2022-689 et n° 2022-693 du 26 avril 2022.

2. Comité national de coordination de la recherche (CNCR). FHF Cancer. «Quelle est la place de la recherche en cancérologie en France ? Rapport global», février 2021.

3. Le Pr Xavier Troussard représente la FHF au conseil d'administration de l'Institut national du cancer (INCA).

4. INCA, Stratégie décennale de lutte contre les cancers 2021-2030.

5. European Cancer Centre Certification Programme - <https://ecc-cert.org>

6. CNCR-FHF Cancer, «Quelle est la place de la recherche en cancérologie en France ?», *op. cit.*



toute la cancérologie publique. Enfin, il est essentiel pour nous de développer notre visibilité. Nous allons ainsi déployer un dispositif de communication mensuel à partir d'octobre 2024, autour d'un « calendrier de cancérologie publique » annuel qui informera le public sur chaque cancer et mettra en avant les initiatives portées par les hôpitaux publics. Le premier, Octobre rose, portera sur les cancers du sein **ENCADRÉ**. De concert avec l'ensemble des acteurs concernés, nous poursuivrons nos actions de prévention, de soutien de la recherche clinique, de contribution aux initiatives européennes, suivant notre fil rouge : **lutter contre tous les cancers, toute l'année, sur tout le territoire, et au bénéfice de toutes et tous.** ■

Propos recueillis par Nadia Bastide-Sibille le 6 septembre 2024

Chiffres clés

Le cancer du sein en France

- **33%** des cancers chez la femme
- **90 %** des femmes atteintes sont guéries à cinq ans
- **20 000 cancers/an** pourraient être évités par la mise en œuvre d'actions de prévention
- **47,7 %** de taux de participation au dépistage organisé sur 2021-2022
- **768 000 séjours** de patients atteints par un cancer du sein ont été réalisés dans le public en 2023

Source : INCa, Panorama des cancers en France, édition 2023 ; PMSI.

Octobre,
le mois pour
lutter contre
les **cancers**
du sein.

